

Le paragraphe suivant est très profond:

Dans une étude menée pendant trois ans par une commission de huit savants sous la direction de M. B. N. Smallman de l'Université Queen's de Kingston, on déclare que l'agriculture est toujours «la plus importante industrie primaire au Canada» et que la recherche est la principale raison de son succès.

Je vois que le ministre des Finances (M. Benson) applaudit parce que le directeur de la Commission vient de Kingston. Ceux d'entre nous qui viennent de régions agricoles ont toujours eu le sentiment que la prospérité de la plupart des nations dépend des six pouces de terre de la surface du sol. Nous estimons qu'il ne fallait pas à une commission composée de huit hommes de science trois années pour se rendre compte que l'agriculture demeure l'industrie primaire la plus importante au Canada. Pour cette raison, je blâme le gouvernement de ne pas en avoir dit davantage dans le discours du trône sur les moyens susceptibles d'améliorer les méthodes agricoles chez nous. Et l'article continue:

Toutefois, la spécialisation intensifiée a produit un système de communication insuffisant entre chercheurs et agriculteurs.

M. P. D. McTaggart-Cowan d'Ottawa, directeur de l'exécutif du Conseil des sciences, déclare que la conclusion du rapport Smallman peut prêter à controverse aux yeux de certains, mais qu'elle devrait servir «de point de départ utile à des débats publics serrés» sur la recherche agricole.

Le discours du trône fait-il la moindre allusion à la recherche agricole? Après trois années de séances, une commission de huit savants a présenté un rapport, mais il n'en est pas question dans le discours du trône. Si l'agriculture doit, à l'avenir, garder une importance primordiale afin d'aider à nourrir les millions d'êtres humains affamés, les programmes améliorés de recherche agricole devront retenir toute notre attention. Dans le domaine de la commercialisation, de la culture spécialisée, de l'élevage et dans presque tous les autres domaines de l'agriculture, il y a place pour une recherche accrue afin que cette activité puisse rester la première de nos industries primaires.

J'espère que cette session verra l'introduction d'une loi concernant les programmes de commercialisation, qui sont devenus une nécessité. Nous espérons que cette mesure législative sera mieux conçue que la précédente et qu'ainsi, il sera moins difficile de la faire accepter par la Chambre et par le comité.

J'espère aussi que le ministre des Finances verra à ce que les agriculteurs obtiennent les prêts destinés aux améliorations agricoles dont ils ont besoin. Les banques sont quelque peu réticentes à consentir ces prêts. Elles préfèrent prêter de l'argent selon leurs propres conditions. Je prie donc le ministre de faire de son mieux pour que ces sommes soient immédiatement disponibles pour ceux qui en ont besoin.

Il y a plusieurs autres domaines qui méritent notre attention constante. Le gouvernement a reçu toute l'aide voulue. Il y a eu des commissions, le comité d'étude sur l'agriculture, la Commission Barber sur l'équipement agricole ainsi que la commission de recherches que j'ai mentionnée plus tôt. Un grand nombre de personnes cherchent des moyens d'aider le gouvernement. J'espère que le gouvernement appliquera certains des programmes recommandés par la Commission.

[M. Howe.]

Le député de Vegreville (M. Mazankowski) a laissé entendre qu'à l'issue du rapport de la Commission Barber, qui indiquait que les cultivateurs canadiens devraient pouvoir se procurer leur équipement agricole et les pièces de remplacement à des prix inférieurs aux prix actuels, il n'y avait pas eu grand-chose de fait.

J'ai l'intention de profiter du temps qui me reste pour parler de deux ou trois questions qui s'appliquent à ma circonscription et dont j'ai parlé déjà à maintes reprises.

La première concerne la construction de bureaux de poste. Je suis content que le ministre des Travaux publics (M. Laing) soit présent ce soir. Il a très favorablement étudié le projet de construction d'un bureau de poste dans le village d'Elora. Il y a environ deux ans, l'administration des Postes à Elora décida qu'il lui fallait plus d'espace et un équipement plus moderne. Elle décida de démolir l'ancien immeuble des Postes et de trouver un autre emplacement pour y construire un nouvel édifice. Nous devons nous souvenir que certaines communautés canadiennes ne sont pas si disposées à balayer le vieux pour bâtir du neuf, mais Elora est l'une d'entre elles.

● (9.30 p.m.)

La raison en est qu'Elora est une très jolie ville. Ses rochers ont toujours constitué une attraction touristique exceptionnelle pour les gens de passage ou les habitants du voisinage. Nombre de ses habitations sont construites de pierre calcaire du plus bel effet. C'est le cas du bureau de poste actuel qui décore la rue principale. Il constitue un point de repère aussi solide et massif que le jour de sa construction. On pourrait y apporter quelques rénovations, modifications et additions, sous la direction d'un excellent architecte averti de cette question; il est inutile de détruire ce bel édifice pour le remplacer par l'un de ces nouveaux clapiers à lapins tant appréciés du ministère des Postes actuel et qui sont rarement décoratifs quel qu'en soit l'emplacement.

Les habitants d'Elora ont pris les armes et m'ont présenté des pétitions de même qu'au ministre des Postes et au ministre des Travaux publics. J'ai été ravi de voir que le ministre des Travaux publics était parvenu à retenir ses subordonnés et à enrayer ce projet. J'espère sincèrement qu'on optera pour le plan que les habitants d'Elora voudraient voir réalisé, soit la conservation du vieux bureau de poste après sa rénovation et l'amélioration de ses installations. J'espère également qu'ainsi qu'il l'a promis le ministre des Travaux publics se rendra un jour à Elora pour voir le bureau de Poste actuel.

Deuxièmement, je veux signaler à la Chambre un point que j'ai abordé en avril dernier et sur lequel je suis revenu un nombre incommensurable de fois. C'est l'attitude du CN à l'égard des services-voyageurs qu'il offre dans de nombreuses régions du Canada. En avril dernier, je disais à la Chambre, mise à part Terre-Neuve, que nos habitants de l'Ouest de l'Ontario croyaient servir de cobayes, depuis la deuxième demande adressée à la Commission canadienne des transports pour la réduction du service local des voyageurs.